

Mort de Jacques Delors, un des pires fossoyeurs de la France

écrit par Alain Falento | 28 décembre 2023





C'est une bien triste nouvelle qui vient de tomber ce jour.

Alors qu'hier, l'Allemagne perdait cet être remarquable, plein d'empathie et de générosité, qu'était *Wolfgang Schäuble*, ministre des Finances allemands entre 2009 et 2017, dépeceur en chef de la Grèce, nous apprenons ce soir le décès de *Jacques Delors*.

Ministre de l'Économie et des Finances sous François Mitterrand, puis Président de la Commission européenne entre 1985 et 1995, il est un des principaux artisans du traité de Maastricht et de la disparition du franc au profit de l'euro.

Le monde politique est unanime, et pleure la disparition d'un Grand Homme, un Grand Européen, un visionnaire.

Il est à peu près certain qu'il ira très bientôt rejoindre *Jean Monnet* au Panthéon.

Il se trouve qu'il y a deux mois, nous avons nous aussi été des visionnaires, en rendant hommage de son vivant à cet être exceptionnel qu'était *Jacques Delors*.

<https://ripostelaique.com/que-devient-jacques-delors-un-des-pires-fossoyeurs-de-la-france.html>

QUE DEVIENT JACQUES DELORS, UN DES PIRES FOSSOYEURS DE LA FRANCE ?



Je fus traversé récemment par un sentiment d'effroi en lisant une vignette apparue sur internet, et qui posait une question anodine : Jacques Delors est-il encore vivant ?

En y repensant, cet homme étant déjà âgé de plus de 70 ans lorsque j'ai terminé mes études, il devrait de nos jours être presque centenaire.

De même, je n'ai pas souvenir de quelconque cérémonie d'hommage national, ni de transfert au Panthéon, ni même de procédure en béatification pour ce Grand Homme, qui a tant œuvré pour la construction européenne.

Attendez-vous à savoir que monsieur Jacques Delors est toujours parmi nous, et qu'il a fêté ses 98 ans le 20 juillet dernier !

C'est donc l'occasion rêvée de revenir sur 70 ans de carrière de ce haut fonctionnaire, qui est un des principaux instigateurs de l'Union européenne.

Jacques Delors sort de l'anonymat en 1981, lorsqu'il est nommé ministre de l'Économie et des Finances par le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, poste qu'il occupera jusqu'en 1984.

Delors s'avère d'une efficacité redoutable, et il ne lui aura fallu que trois années pour mettre sur les rails la

descente aux enfers de l'industrie française.

En effet, Mitterrand et Delors ont parfaitement conscience que l'industrie française n'est pas compétitive avec l'industrie allemande, et que seules des dévaluations successives du franc par rapport au deutschemark permettront sa survie.

Dès le début du premier septennat socialiste se pose donc un choix crucial entre l'inflation (due aux dévaluations), ou le chômage de masse (suite aux fermetures d'usines à cause d'une monnaie trop forte).

Delors et Mitterrand, en choisissant de maintenir la France dans le SME (Système monétaire européen), optent pour le chômage de masse, et vont ainsi condamner notre industrie.

Delors se fera ainsi une solide réputation de Père la rigueur, avec sa politique du franc fort, très appréciée de nos amis allemands.

Bien évidemment, un franc fort nécessite quelques sacrifices pour juguler l'inflation ; c'est ainsi que les salariés français connaîtront la fin de l'indexation automatique des salaires.

On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.

Ayant ainsi fait montre d'une loyauté sans faille envers son suzerain allemand, Delors se voit tout naturellement offrir le poste suprême, convoité par tous les européistes : la place de président de la Commission européenne.

Voilà donc notre Jacques Delors, débarquant en 1985 à Bruxelles, son tableau de chasse déjà fort de quelques centaines de milliers d'ouvriers français au chômage, et de fermetures d'usines, en route pour la gloire.

Le bilan du premier septennat de Mitterrand étant déjà économiquement catastrophique après 5 ans de socialisme, ce

dernier décide soudain de devenir un Européen convaincu.

Il est plus qu'urgent de diluer la France au plus vite dans une entité supranationale européenne. Delors se chargera des détails administratifs dans les institutions européennes.

Le traité de Maastricht était ainsi sur les rails, et entrerait en vigueur en 1992.

Mais cela n'était pas suffisant ; l'année 1989 donne à Mitterrand la possibilité de négocier la réunification de l'Allemagne contre son renoncement au deutschemark, et la création de ce qui allait devenir l'euro.

Delors est aux anges, son rêve est exaucé, avec l'euro la France allait perdre le reliquat de souveraineté qui lui restait. Qu'elle était belle, l'histoire !

Le plus triste dans cette affaire, c'est qu'il n'est pas interdit de penser que Delors était sincèrement convaincu de la validité de son projet, puisqu'il déclarait alors :

« L'euro nous apportera la paix, la prospérité, la compétitivité et, rien que pour la France, il se traduira par la création d'un million d'emplois ».

La suite, nous la connaissons. La part de l'industrie dans le PIB est passée de 20 à 8 %, et nous avons perdu environ 5 millions d'emplois industriels.

L'Europe est devenue le champ de bataille d'une guerre économique totale et sans pitié, entre les différents États membres.

Delors est aussi un des inventeurs de la PAC (Politique agricole commune), qui mettra nos agriculteurs en

concurrence frontale et déloyale avec leurs homologues européens, ce qui conduira à la ruine une grande partie d'entre eux, et même au suicide pour certains.

Il se croira un destin de monarque, en 1994, quand ses camarades socialistes le supplièrent d'être le candidat de leur parti pour la présidentielle de 1995. C'était l'époque où tout le monde croyait que Chirac était foutu, et où on promettait aux Français un exaltant duel entre Balladur et Delors. Mais n'ayant pas l'habitude de passer devant les électeurs, et jugeant les chances de l'emporter trop réduites, Delors annonça à la France entière, devant Anne Sinclair, que ce pays ne le méritait pas, et donc qu'il renonçait à se présenter.

Mitterrand et Delors termineront leur besogne ensemble en 1995, à la fin de leurs mandats respectifs, dans un grandiose discours du premier devant le Parlement européen, sous le regard satisfait du second.

Alors, me direz-vous, ce n'est pas très glorieux de s'en prendre à un homme qui est de 50 ans mon aîné, alors que d'autres, plus jeunes et tout aussi nuisibles, mériteraient toute notre attention. Il est trop tard, on ne refait pas le passé.

Dans le cas de Jacques Delors, qui a encore toutes ses facultés intellectuelles, et déclarait encore l'année dernière qu'il était fier de ce qu'il avait accompli, il n'y a vraiment aucune raison de se retenir.

Delors a construit sa carrière en sacrifiant des millions de salariés et d'agriculteurs français au Moloch européen ; il ne mérite aucune forme de respect.

Je souhaite de tout cœur qu'il vive encore de nombreuses années, afin éventuellement d'assister à l'effondrement de l'édifice qu'il a contribué à bâtir.

Quant à l'âge canonique de Jacques Delors, même s'il est concevable que les voies du Seigneur soient impénétrables, le moins qu'on puisse dire c'est qu'il met la foi à rude épreuve :

Marie Curie (66 ans), Albert Einstein (76 ans), Mère Teresa de Calcutta (87 ans).

Jacques Delors, fossoyeur de la France, bientôt 99 ans...

On pourra toujours se consoler en se disant que la providence l'a déjà bien assez puni en ne lui laissant que Martine Aubry comme descendant direct.

Alain Falento

<https://ripostelaique.com/mort-de-jacques-delors-un-des-pires-fossoyeurs-de-la-france.html>